

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 31/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICA ATLANTIQUE Tonnay Charente

69 rue Montcalm
17000 La Rochelle

Références : 0007205817/2026/218
Code AIOT : 0007205817

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement SICA ATLANTIQUE Tonnay Charente implanté Port de Tonnay Charente 17430 Tonnay-Charente. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA ATLANTIQUE Tonnay Charente
- Port de Tonnay Charente 17430 Tonnay-Charente
- Code AIOT : 0007205817
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SICA ATLANTIQUE exploite sur le site de Tonnay-Charente au niveau du port fluvial un silo de stockage de céréales d'une capacité de 26 400 m³. Le fonctionnement des installations est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 avril 1998 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2006.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/04/1998, article 1	Sans objet
2	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
7	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé a permis de mettre en évidence globalement un respect des dispositions réglementaires avec un point de vigilance sur la nécessité de conserver sur site une copie de sauvegarde des rapports de chaque vérification annuelle (installations électriques, foudre...) des installations du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1998, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation de la situation administrative du site
Prescription contrôlée : La Société d'Interêt Collectif Agricole (SICA), dont le siège social est situé 69 rue Montcalm à la Rochelle, est autorisée à poursuivre l'exploitation du silo de stockage de céréales d'un volume de 26400 m ³ environ, situé au Port de Tonnay-Charente,

[...]

Les installations sont classées dans la nomenclature des installations classées à la rubrique :
- 2160-1 : Silo de stockage de céréales d'un volume supérieur à 15 000 m³.

Constats :

Le site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-915 DIR1/BA du 7 avril 1998.

Il a également fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire n°06-2726 du 28 juillet 2006 imposant des travaux suite à l'étude de dangers.

Les installations du site se composent :

- d'un silo cathédrale en béton armé de 26 400 m³ (8 cellules de 36 mètres de hauteur et de 3300 m³ de volume unitaire),
- d'une tour de manutention en béton armé de 48,5 mètres de hauteur avec 5 niveaux en partie supérieure et 3 niveaux en sous-sol,
- d'un portique de chargement de navires,
- d'une installation de chargement train/camion.

Selon l'exploitant le site n'a pas fait l'objet de changement sur sa situation administrative depuis la dernière visite d'inspection réalisée le 20 septembre 2019 et avec les mêmes capacités de stockage mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 avril 1998.

Suite à la parution du décret 2012-1304 du 26 novembre 2012, la rubrique 2160 a été modifiée en créant 2 sous-rubriques (2160-1 pour les silos plats et 2160-2 pour les autres installations) en supprimant le régime d'autorisation pour les silos plats et en introduisant le régime de l'enregistrement pour cette sous-rubrique 2160-1. Cette modification a donc permis de dissocier les silos plats et les silos verticaux selon des critères définis par les hauteurs des parois retenant les grains.

Suite à cette évolution de la nomenclature, l'activité de stockage de céréales reste soumise au régime d'autorisation au titre de la rubrique 2160-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour l'exploitation du silo cathédrale en béton armé de 26 400 m³ de capacité de stockage de céréales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

[...]

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment

<p>lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Transmission des rapports annuels de vérification des installations électriques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de vérification des installations électriques (Poste HT, Hangar, ...) du 08/12/2025 au 09/12/2025 au titre du Code du travail (rapport du 15/12/2025 n° 1A31924816-005-1 - ERT) réalisé par l'APAVE. Ce rapport ne fait état d'aucune observation. - Rapport de vérification des installations électriques (Silo, Portique) du 08/12/2025 au 09/12/2025 au titre du Code du travail (rapport du 15/12/2025 n° A31924817-005-1 - ERT) réalisé par APAVE. Ce rapport fait état de 4 observations dont une déjà signalée. <p>L'exploitant indique que ces 4 observations ont été levées entre le 13 et 16 janvier 2026.</p> <p>Le suivi des actions correctives est assuré en version information et papier.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de vérification des installations électriques du 05/02/2025 au titre de la réglementation ICPE (rapport du 06/02/2025 n° T210031264) réalisé par APAVE, Ce rapport ne fait état d'aucune non-conformité.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...]</p>
<p>Constats :</p>

Analyse du risque foudre réalisée en 2010 par APAVE Rapport ARF du 25/02/2010.
Type de suites proposées : Sans suite
N° 4 : Protection contre la foudre
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre
Prescription contrôlée : « En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. « Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. « Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. [...]
Constats : Étude technique réalisée du 08/09/2011 au 30/09/2011 par APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre du site
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats :

<p>L'exploitant indique avoir fait réaliser la dernière vérification des installations de protection contre la foudre du site en 2024. Toutefois, le rapport de cette vérification n'a pas été téléchargé sur le site de la plate-forme de l'organisme APAVE (qui a fait l'objet d'une perte des données sur cette année).</p> <p>L'exploitant a fourni la facture APAVE du 31/05/2024 relative à cette vérification, accompagnée du bon de commande du 21/02/2024).</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre du 19/12/2025, réalisé par APAVE (rapport du 20/01/2026 n° 135199001-001-1 - 1). Ce rapport fait état d'une observation relative à l'absence de l'affichage « Ne pas s'approcher à moins de 3 m des conducteurs de descente foudre (tension de pas) ».</p> <p>L'exploitant indique que cette observation a été levée le 23/01/2026 (présence de l'affichage constatée lors de la visite). Le suivi des actions correctives est assuré en version information et papier.</p> <p>L'exploitant doit veiller à respecter la fréquence biennale de chacune des vérifications (complète et visuelle).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de nettoyage des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de sécurité relative au nettoyage (ref. P_5_1_12 du 16/02/2022, révisée le 20/11/2024).</p> <p>Selon l'exploitant, le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés si nécessaire avec un plan spécifique, notamment dans les périodes de très forte activité. Ce point est précisé dans les consignes, ainsi que la fréquence des contrôles qui est au minimum hebdomadaire.</p> <p>Ces consignes font référence à l'enregistrement des opérations de nettoyage dans un registre. Le registre de nettoyage du site sous format papier de l'année 2025 est examiné avec les dates et les fréquences de nettoyage en fonction des zones d'empoussièrement.</p> <p>Les équipements utilisés pour le nettoyage des silos sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • centrale d'aspiration avec colonnes de nettoyage dans toute l'installation, • balai manuel, • soufflette (air comprimé).

<p>L'usage du balai ou de l'air comprimé est encadré par des consignes particulières.</p> <p>La visite a permis de constater un niveau d'empoussièrement relativement faible dans l'ensemble des installations du silo.</p> <p>Un suivi hebdomadaire de l'empoussièrement est également formalisé sous format informatique afin de respecter la valeur maximum de 25 g/m² au sol.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/0204, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. <ul style="list-style-type: none"> • les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un poteau incendie extérieur situé à l'entrée à moins de 100 mètres du site, • d'une colonne sèche dans la tour de manutention du silo béton, • d'extincteurs, • d'un système d'extinction automatique (gaz ARGO55) dans la salle de commande contrôlé tous les semestres par la société INEO. <p>Vérification annuelle des extincteurs : dernière vérification réalisée le 02/05/2025 par la société EMIS (transmission du rapport par l'exploitant, sans observations).</p> <p>Vérification annuelle de la colonne sèche : dernière vérification réalisée le 17/06/2025 par la société EMIS (transmission du rapport par l'exploitant, sans observations).</p> <p>Vérification annuelle des 3 dispositifs de désenfumage : dernière vérification réalisée le 04/07/2025 par la société EMIS (transmission du rapport par l'exploitant, sans observations).</p>

Vérification semestrielle de la centrale incendie avec extinction automatique : dernière vérification réalisée le 19/12/2025 par la société INEO (transmission du rapport Ref. PO520/SICA ATLANTIQUE/SILO TONNAY/2VE2025/QH par l'exploitant, sans observations).

La coopérative dispose d'un manuel « Gestion de crise » commun aux différents sites du groupe SICA faisant notamment référence à une procédure d'alerte (ref. FP2 ANN1).

Il dispose également d'une procédure générale feu de cellule (Ref. P_11_4_1 du 18/12/2024_Version 4) dans laquelle est prise en compte le retour d'expérience (RETEX) du sinistre de 2023 sur le silo de La Rochelle et des demandes du SDIS et de la DREAL (tapis de mousse) ainsi que les consignes et procédure d'inertage.

Cette procédure est associée à la procédure fiche réflexe feu de cellule pour le silo de Tonnay-Charente (Ref. P_11_4_4).

Type de suites proposées : Sans suite